

LES
inspirations

ÉCO • AFRIQUE



ZOOM

La menace Ébola plane sur l'Afrique de l'Ouest p. 21

ACTUALITÉ

Le Maroc à l'heure africaine p. 24

OPÉRATEUR DE LA SEMAINE

LARES surfe sur les opportunités africaines p. 25

LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

L'économie ghanéenne reprend des couleurs p. 26

**9^E FORUM POUR LE DÉVELOPPEMENT
DE L'AFRIQUE (ADF/UNECA)**

**À LA RECHERCHE
DE NOUVEAUX MÉCANISMES
DE FINANCEMENT**

P. 22-23



BILLET

Oumar Baldé
o.balde@leseco.ma

La menace Ébola

Le Maroc vient de solliciter auprès de la Confédération africaine de football (CAF), le report de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) que le royaume devrait accueillir en janvier 2015. En cause, l'épidémie d'Ébola qui risque de gâcher la grand-messe du football continental. La CAF a, pour le moment, jugé utile de reporter sa décision à l'issue des concertations avec les autorités marocaines et de l'évolution de l'épidémie. Pour la CAF, il s'agit de ne pas sombrer dans la psychose ambiante même si la décision du Maroc est sage car la menace que fait planer cette terrible maladie sur le continent et ailleurs est bien réelle. Ébola n'est pas seulement aujourd'hui une crise sanitaire ou humanitaire qui ne concerne que quelques pays africains, il s'agit d'une menace mondiale qui commence à peser lourdement sur les activités socio-économiques et donc à anéantir les efforts de sortie de crise qui affecte déjà le monde. L'affaire de la CAN n'est qu'une illustration des menaces qu'engendrent cette maladie. Désormais, tous les pays ne sont plus épargnés par ce fléau qui s'accompagne d'une psychose généralisée. Les premières approches, comme les suspensions des dessertes aériennes des pays les plus concernés par cette maladie ou les fermetures et autres contrôles aux frontières, sont loin de constituer une solution. Il est vrai que la prudence doit plus que jamais être de mise. La réaction doit être énergique, concertée et surtout solidaire. C'est la seule issue pour vaincre cette maladie qui doit être considérée comme toute menace dans toute crise. ●

La Côte d'Ivoire parie sur un taux de croissance de 10% en 2015

Pour la première fois de l'histoire du pays, le budget adopté de l'État ivoirien dépasse la barre des 5.000MMFCFA. À l'issue du dernier Conseil des ministres, le gouvernement a adopté un projet de loi de Finances pour l'exercice 2015 équilibré, en recettes et en dépenses, à 5014,3 MMFCFA, soit 7,6 MM d'euros. Le budget 2015 enregistre ainsi une hausse équivalente à 13,8% par rapport à son niveau de 2014. Selon les hypothèses adoptées par le gouvernement, le taux de croissance du PIB atteindra les 10% contre 9% en 2014.

Le gouvernement ivoirien s'engage à renforcer les actions de promotion de l'emploi, d'amélioration des services de santé et d'éducation, de développement des infrastructures socio-économiques de base, ainsi que celles d'appui au développement agricole. C'est en ce sens que les dépenses d'investissement ont vu leur montant rehaussé pour atteindre 8% du PIB.

Les bons points de la Fondation Mo Ibrahim

L'Afrique progresse sur le plan de la gouvernance. C'est la principale conclusion de l'indice sur la gouvernance en Afrique que publie annuellement la Fondation Mo Ibrahim.

Dans l'édition 2014, la fondation a relevé qu'au niveau des pays, les résultats de l'indice témoignent de «la forte capacité de progression de plusieurs pays jusqu'ici sous-performants». Toutefois, ils mettent aussi en évidence certaines fragilités selon les pays ou critères. Ainsi, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Niger ont depuis 2009 inversé leur trajectoire à la base négative pour se hisser en tête des pays ayant le plus progressé au cours des cinq dernières années. L'île Maurice



Maroc Telecom prépare son entrée au Niger

Le président du directoire du groupe Maroc Telecom, Abdeslam Ahizoune, a dernièrement rencontré à Rabat, le ministre nigérien des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique, Abdou Mani. Au centre de la rencontre, les préparatifs du début des activités de l'opérateur marocain au Niger. Pour rappel, c'est à la suite du rachat par IAM des filiales africaines d'Etisalat que Maroc Telecom s'implantera sur le marché nigérien. Abdeslam Ahizoune a rassuré le ministre nigérien quant à l'ambition de l'entreprise qu'il dirige d'apporter toute l'expertise et l'expérience qu'elle a gagnées en Afrique pour développer Moov Niger, sa désormais nouvelle filiale nigérienne.

reste en tête du classement avec le score global le plus élevé (81,7/100), suivi du Cap-Vert (76,6), du Botswana (76,2), de l'Afrique du Sud (73,3) et des Seychelles (73,2). La Somalie arrive dernière (52^e) devant la Centrafrique (51^e), l'Érythrée (50^e) et le Tchad (49^e).

Le Sénégal mise sur son plan émergence en 2015

Jeudi dernier à Dakar, le gouvernement sénégalais a adopté le projet de loi de Finances pour l'exercice 2015. Ainsi, le budget de l'État a été provisoirement estimé à 2.869.032MM FCFA et devrait permettre le financement des programmes de désenclavement, d'accès à l'eau et à l'électrification rurale. Le montant estimé du budget 2015 enregistre une hausse en valeur absolue de 137,01MMFCFA et 5,02% en valeur relative.

Il a été axé sur l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre du Plan Sénégal émergent (PSE). C'est l'une des raisons qui expliquent que le projet de transformation structurelle de l'économie englobe à lui seul 65,1% des dépenses en capital.

Les transferts des migrants en hausse

Les transferts des migrants vers les pays en développement et de l'Afrique subsaharienne devraient atteindre 33MMUSD cette année et 34 MMUSD en 2015. C'est ce que relève le dernier rapport de la Banque mondiale sur le transfert des migrants. Selon le rapport, les transferts des migrants officiellement comptabilisés vers les pays en développement vont atteindre 435MMUSD en 2014, soit une hausse de 5% par rapport à 2013.

AGENDA

Conférence économique africaine (1^{er}-3 novembre, Addis-Abeba)

Initialement programmé à Abidjan en Côte d'Ivoire, l'édition 2014 de la Conférence économique africaine a été déplacée en Éthiopie. L'événement est organisé chaque année conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Cette année, le thème choisi pour la conférence est «savoir et innovation pour la transformation de l'Afrique».

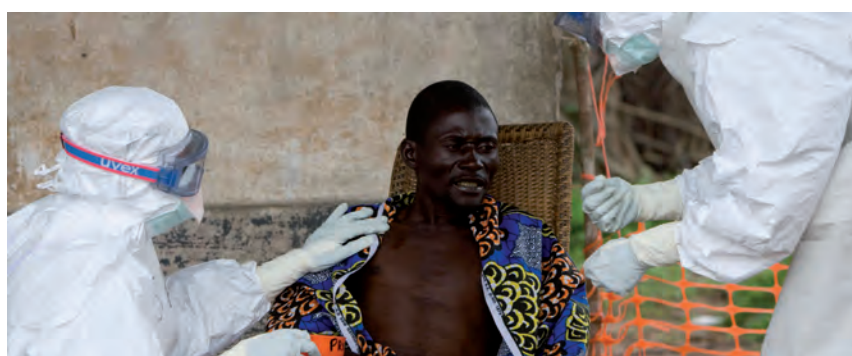
Forum africain des infrastructures (13-14 novembre, Abidjan)

La 7^e édition du Forum africain des infrastructures (FAI), l'événement annuel et régional des infrastructures et des PPP en Afrique du Nord, de l'Ouest et Centrale, aura lieu les 13 et 14 novembre à Abidjan. Le FAI 2014 se focalisera sur les priorités de la réhabilitation des infrastructures ainsi que de leur impact sur le développement socio-économique de la région et réunira comme à l'accoutumée plus de 200 acteurs ciblés et régionaux autour du développement des infrastructures terrestres, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires.

La menace Ébola plane sur l'Afrique de l'Ouest

● L'épidémie d'Ebola pourrait engendrer des pertes économiques de l'ordre de 32,6 milliards de dollars en Afrique de l'Ouest, au cours des deux prochaines années. C'est ce que relève une récente étude de la Banque mondiale, qui mentionne des risques de contamination régionale.

Les chiffres que vient de publier la Banque mondiale sur l'impact économique, à court et moyen termes, de la crise liée à Ebola en Afrique de l'Ouest en 2014 sont effrayants. Selon les conclusions de l'évaluation émanant de l'étude, les pertes économiques pourraient s'élever à 32,6 milliards de dollars au cours des deux prochaines années pour la sous-région. Le rapport, qui fait suite à celui publié, il y a quelques mois déjà, sur les impacts économiques de l'épidémie d'Ebola dans les pays les plus touchés (Guinée, Liberia et Sierra Leone), contient de nouvelles estimations des coûts de l'épidémie à l'échelle de la région. Pour ce faire, l'étude s'est basée sur deux scénarios. Dans le cas du scénario dit de «faible Ebola», l'épidémie serait contenue d'ici début 2015 avec environ 20.000 cas, et l'activité économique reprendrait progressivement. Pour le second scénario dit de «fort Ebola», l'épidémie serait circonscrite plus lentement et s'aggraverait jusqu'à mi-2015, pour toucher 200.000 personnes. Selon les estimations de la Banque mondiale, dans le scénario dit «bas», les pertes du PIB de l'Afrique de l'Ouest peuvent s'élever à 2,2 mil-



IMPACT D'EBOLA SUR LE PIB EN USD ET EN POURCENTAGE DU PIB DE 2013

	IMPACTS À COURT TERME (2014)	IMPACTS À MOYEN TERME (2015-FAIBLE EBOLA)	IMPACTS À MOYEN TERME (2015-FORT EBOLA)
Guinée	130 millions (2,1%)	-43 millions (0,7%)	142 millions (2,3 %)
Liberia	66 millions (3,4%)	113 millions (5,8 %)	234 millions (12,0 %)
Sierra Leone	163 millions (3,3%)	59 millions (1,2 %)	439 millions (8,9 %)
Total pour les 3 pays affectés	359 millions	129 millions	815 millions
Afrique de l'Ouest	2,2-7,4 milliards	1,6 milliards	25,2 milliards

SOURCE : BANQUE MONDIALE

liards de dollars en 2014, et 1,6 milliards de dollars en 2015. Dans l'autre scénario, dit «haut», ces pertes s'élèveraient à 7,4 milliards de dollars en 2014 et à 25,2 milliards de dollars en 2015. Il convient de relever que ces deux scénarios prennent en compte des effets de contagion sur d'autres pays.

Impact financier régional

L'analyse de la Banque mondiale a relevé le fait que, si l'épidémie est

contenue d'ici la fin de l'année 2014, l'impact économique en Afrique de l'Ouest - y compris en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone - pourrait être atténué, et les économies de la région redémarrer et se relever rapidement. Si, en revanche, la crise devait persister en 2015, la croissance la plus faible pourrait coûter 32,6 milliards de dollars à la région en 2014 et 2015, augmentant ainsi l'incidence de la pauvreté. Il ressort, par ailleurs, que l'impact financier

● ● ●
Le Nigeria et le Sénégal ont démontré qu'il était possible de contenir l'épidémie grâce à une forte mobilisation des pouvoirs publics, ceux-ci s'étant appuyés sur leur système de prise en charge sanitaire.

d'Ebola croît sous l'effet de coûts directs (dépenses publiques de santé) et indirects (liés à la baisse de la productivité avec le nombre de travailleurs malades, de mourants ou de personnes assistant leurs proches). À cela s'ajoutent les coûts plus élevés des activités économiques dans chacun des pays, mais aussi des échanges entre ces pays. «Les comportements de psychose et la peur de contracter le virus Ebola privent beaucoup d'entreprises de leur main-d'œuvre, perturbent les transports et conduisent les ressortissants des pays touchés par l'épidémie à limiter leurs voyages», souligne la Banque mondiale. C'est pourquoi les auteurs de l'étude - la première du genre - recommandent aux gouvernements et aux partenaires internationaux de jeter les bases de politiques qui pourront contenir l'épidémie et lever les craintes des agents économiques. Aussi, il serait important d'accroître les appuis financiers extérieurs pour que les gouvernements puissent continuer de fonctionner avant le retour de la croissance économique. De même, il s'avère nécessaire de rétablir la confiance pour que les investissements domestiques et internationaux reviennent dès que l'épidémie sera contenue et, par la suite, investir dans des systèmes de santé efficaces et résilients, après que l'épidémie d'Ebola ait été contenue. Comme le souligne cette étude, sans de telles mesures, «au-delà des pertes humaines qui n'ont pas de prix, les pertes de revenus dans le scénario dit «haut» pourraient mettre des années à se résorber».

PAR **ABOUBACAR YACOUBA BARMA**
a.barma@leseco.ma

Attijariwafa bank

partenaire de votre dossier Afrique



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

CAHIER DE L'INTÉGRATION

9^e Forum pour le développement de l'Afrique (ADF/UNECA)

À la recherche de nouveaux mécanismes de financement...

● Marrakech accueille, du 12 au 14 octobre, une conférence de haut niveau portant sur les modes de financement innovants pour la transformation de l'Afrique. L'évènement, organisé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), a servi de plate-forme de partage des connaissances et a été le théâtre de débats ciblés sur les mécanismes de financement novateurs. Panorama des principales alternatives qui s'offrent au continent pour la prise en charge de son propre développement.

MÉCANISME ① Mobilisation des ressources nationales

Problématique

La mobilisation des ressources nationales, internes comme externes, constitue un défi de taille pour les économies africaines. Si, à l'évidence, une mobilisation accrue des ressources intérieures aide les pouvoirs publics à atteindre les objectifs de développement à long terme, le constat est que les pays africains ont jusqu'à présent eu du mal à mobiliser suffisamment de ressources internes pour satisfaire leurs besoins d'investissement. Le taux d'épargne par rapport au produit intérieur brut (PIB) en Afrique a ainsi chuté, ces dernières années, passant de 24,3% du PIB en 2008 à 16% en 2011. Les données font également ressortir que, depuis 2008, le taux d'épargne intérieure brute de l'Afrique a été inférieur au taux d'investissement intérieur brut. Avec un déficit de financement actuellement estimé à environ 6% du PIB, la mobilisation de ressources suffisantes, stables et prévisibles pose toujours un vrai problème dans le continent. Selon la CEA, les estimations des besoins annuels de financement du continent sont, par exemple, de l'ordre de 90 milliards de dollars pour combler le déficit d'infrastructure.

Enjeux

Ainsi, bien que les recettes fiscales soient la plus grande source de ressources intérieures en Afrique, les impôts recouverts en part du PIB n'ont augmenté que de façon marginale, de nombreux pays affichant



encore un coefficient fiscal inférieur à 10%. C'est ce qui explique le recours important à l'emprunt extérieur pour combler le déficit de financement et ainsi financer l'investissement intérieur, en dépit de la croissance positive de l'investissement direct étranger (IDE) ou des envois de fonds et de l'aide publique au développement (APD). Les facteurs qui expliquent cette situation handicapante sont légion. Il s'agit notamment du faible niveau des taux d'épargne, de la mauvaise qualité de l'administration fiscale, d'une assiette fiscale limitée ou de la fraude fiscale commerciale à grande échelle. D'autres problèmes ont aussi été identifiés par les experts et ont trait à une mauvaise gouvernance du secteur public à laquelle s'ajoute une planification médiocre.

Perspectives

De ce fait, il ressort des différents échanges que, pour améliorer la gestion des ressources intérieures

en Afrique, les autorités doivent s'engager à prendre des mesures dans un large éventail de domaines. Il s'agit, entre autres, d'opérer une réforme ciblée des cadres fiscaux et de la politique budgétaire, de renforcer les marchés financiers pour mieux répondre aux besoins des particuliers et des entreprises privées ainsi que de viser davantage la mise en place de cadres réglementaires et des mécanismes d'exécution nécessaires pour mieux exploiter les formes non traditionnelles de financement, et assurer une discipline dans la gestion des finances publiques.

MÉCANISME ② Flux financiers illicites

Problématique

À l'évidence, et au vu du stade actuel d'évolution des pays de l'Afrique, il ressort que le financement des efforts de développement de l'Afrique s'avère coûteux, obligeant ainsi le continent à dépendre de sources extérieures. Cette aide au développement est, malheureusement, souvent inégalement répartie, non soutenable et même, dans certains cas, nuisible aux économies nationales sur le long terme. L'Afrique doit par conséquent miser davantage sur ses ressources actuellement non exploitées ou mal gérées. C'est dans ce sens qu'il devient impératif de juguler les flux financiers illicites et de faire de ces fonds un puissant moyen d'améliorer la mobilisation des ressources intérieures, ce qui sera un moyen de contribuer au développement du continent. Les

flux financiers illicites sont des flux de capitaux non comptabilisés provenant de plusieurs opérations frauduleuses qui vont du pot-de-vein à l'évasion fiscale ou au blanchiment d'argent, en passant par le produit d'activités criminelles.

Enjeux

Les estimations de plusieurs études récentes, dont celle intitulée «Financing Africa's Post-2015 Development Agenda», montrent que, entre 1970 et 2008, les flux financiers illicites ont fait perdre à l'Afrique entre 854 et 1.800 milliards de dollars. Le dernier rapport du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique, publié par la CEA en 2013, estime le montant moyen perdu annuellement entre 50 et 148 milliards de dollars. Les multinationales, à travers la fraude fiscale et les prix de transfert, sont à l'origine de la plus grande partie de ces flux. Le manque à gagner dû aux flux financiers illicites «fragilise la génération de revenus et réduit les retombées positives des activités économiques, notamment le secteur des industries extractives et compromet également la capacité de l'Afrique de mobiliser les ressources créées par ces secteurs pour financer la réalisation des objectifs de développement». Ces sorties de capitaux sont facilitées par la mise en place de systèmes financiers parallèles tels que les paradis fiscaux, les juridictions opaques, les sociétés fictives, les comptes fiduciaires anonymes, les fausses fondations, les politiques de manipulation des prix et les techniques de blanchiment d'argent. De plus, il a été démontré que les flux financiers illicites sont néfastes pour le secteur privé parce qu'ils sont à 60% le fait d'entreprises multinationales et privées et, d'autre part, parce qu'ils étouffent les affaires et l'entrepreneuriat, freinant ainsi considérablement la transformation structurelle et la diversification économique.

Perspectives

Il apparaît donc évident que les flux illicites réduisent la marge de manœuvre budgétaire en Afrique et privent les systèmes financiers et les pouvoirs publics de la possibilité de recourir à des systèmes de mobilisation des ressources internes.

La fraude fiscale est à l'origine d'une part importante des flux financiers illicites. C'est pourquoi, pour les experts, il convient impérativement d'enrayer les flux financiers illicites et de combattre la corruption et les paradis fiscaux de manière à garantir l'usage efficace et rationnel des ressources et le financement interne à long terme. L'argent des flux financiers illicites devrait ainsi rester sur le continent, et il pourrait être investi, épargné ou utilisé. L'essentiel de ces fonds pourrait être taxé de manière adéquate pour fournir aux États des recettes fiscales supplémentaires pour alimenter leur budget, souvent en déficit, ce qui constitue un moyen efficace de dynamiser les efforts de mobilisation des ressources internes. Pour ce faire, recommandent les experts, l'Afrique a besoin de s'appuyer sur des conclusions solides au sujet des mécanismes et stratégies qui prouvent, de manière claire, les effets des flux financiers illicites sur les différents secteurs d'activité économique. De ce fait, la lutte contre les flux financiers illicites pourrait devenir un mécanisme privilégié de mise en œuvre d'un développement durable. Toutefois, cette lutte exige une action concertée tant des pays sources des fonds illicites que des pays de destination.

MÉCANISME 3 Le capital-investissement en Afrique

Problématique

Les résultats satisfaisants enregistrés ces dernières années par le continent, notamment des taux de croissance moyens de 5% et des taux d'inflation inférieurs à 10%, ainsi que le caractère de plus en plus prévisible de l'environnement économique et politique, a considérablement réduit les risques pour les investisseurs. L'Afrique est depuis quelques années sous le feu des projecteurs parce qu'elle offre de formidables opportunités aux investisseurs, comme en témoigne l'évolution des actifs mobilisés sur la même période. Cependant, cette nouvelle donne est à relativiser puisque les pays du continent continuent à faire face à de nombreuses difficultés pour capter davantage de flux financiers. Le marché du capital-investissement offre une autre source de financement,

sauf que les obstacles à son développement sont encore multiples.

Enjeux

Selon les experts, un des plus grands défis pour de nombreux pays africains consiste à trouver des ressources financières suffisantes pour le secteur du capital-investissement. En conséquence, il est urgent d'étudier les moyens par lesquels les pouvoirs publics pourraient faciliter l'afflux de capitaux dans le secteur. Les États africains ont un rôle essentiel à jouer pour promouvoir le capital-investissement comme source potentiellement importante d'investissements en faveur de la croissance et du développement de leur pays, et de la transformation de l'Afrique en général. Les décideurs politiques ont à leur disposition une multitude de leviers qu'ils peuvent actionner pour faire de l'Afrique une destination de choix pour le capital-investissement par rapport à des régions concurrentes, en améliorant l'attractivité du continent.

Perspectives

Les pays africains ont tout intérêt à améliorer la disponibilité des fonds pour le secteur du capital-investissement. L'objectif est d'atténuer les difficultés persistantes relatives à l'obtention de financement en Afrique, à travers des moyens par lesquels les États peuvent faciliter l'afflux de capitaux dans le secteur du capital-investissement. À ce sujet, plusieurs alternatives s'offrent aux pays africains. C'est le cas de l'utilisation des fonds de pension ou de la réalisation d'opérations de cofinancement et de partenariat avec des investisseurs de capital-investissement, notamment pour le financement d'infrastructures. Aussi, afin de pouvoir favoriser davantage d'investissements ayant des retombées positives, directement ou indirectement, sur le bien-être des populations, le rôle des pouvoirs publics devrait être renforcé. L'enjeu est de permettre aux sociétés de capital-investissement d'élargir leur portefeuille d'investissements et de placer leur argent dans des secteurs clés tels que l'agriculture. Ainsi, cela permettra d'encourager le capital-investissement dans les PME, qui sont celles qui créent le plus d'emplois.

PAR A.Y.B

Nouveaux types de partenariat

La croissance soutenue de l'Afrique conjuguée à l'amélioration des facteurs fondamentaux n'a pas permis au continent de mobiliser davantage de ressources intérieures. La part de l'investissement dans le PIB n'a que légèrement augmenté, passant de 17% en 2000 à 21% en 2012. De ce fait, la mobilisation de fonds pour le développement restera pour la région un enjeu crucial à moyen terme, au regard surtout des retards qu'accuse la région dans les domaines technologique et infrastructurel. Selon les données disponibles, la croissance accélérée de l'Afrique s'est accompagnée d'une dépendance accrue vis-à-vis de l'épargne étrangère pour le financement des investissements, dépendance qui a creusé le déficit financier dans la région, en le portant à près de 40 milliards de dollars voire à 100 milliards de dollars dans les pays non exportateurs de pétrole. Dans ce contexte, et afin de financer la transformation de l'Afrique, les experts s'accordent sur le fait qu'il faudra des mécanismes innovants de financement du développement et des efforts considérables pour mobiliser des fonds supplémentaires à partir des sources de financement existantes. Il faudra, à cet effet, renforcer les partenariats en place et en créer de nouveaux, comme cela a été reconnu dans la position africaine commune sur le programme de développement pour l'après-2015. Aussi, il est urgent pour les pays du continent d'instaurer des partenariats publics/privés (PPP) et des mécanismes catalyseurs pour exploiter de nouvelles sources de financement, faire participer les investisseurs en tant que partenaires et acteurs de développement et trouver des solutions financières

aux problèmes de développement sur le terrain. À ce sujet, il existe d'énormes possibilités de partenariats innovants pour soutenir le programme de transformation de l'Afrique, notamment en matière de commerce, domaine dans lequel l'intégration régionale pourrait indubitablement soutenir le développement de l'Afrique. Des instruments financiers innovants, tels que des obligations destinées à la diaspora, peuvent aussi aider les pays africains à mobiliser davantage d'envois de fonds provenant de l'étranger et à stimuler les

Il est urgent aussi, pour les pays du continent, d'instaurer des PPP.

investissements. Au vu de la petite taille de la plupart des marchés financiers africains et des coûts élevés liés à la mise en place de mécanismes solides de régulation et de surveillance, des pôles financiers régionaux et sous-régionaux pourraient être établis afin de créer des marchés financiers dynamiques et bien réglementés qui pourraient, entre autres fonctions, émettre des titres de créance libellés en monnaie locale. La création de chaînes de valeur régionales ou le renforcement du commerce Sud-Sud sont aussi de moyens adéquats s'inscrivant dans la même lignée. L'une des alternatives les plus intéressantes est le défi, pour les pays africains, consistant à dépasser les rapports donateurs-bénéficiaires afin de mieux profiter du rôle de la coopération Sud-Sud en Afrique, une coopération qui se déploie largement et offre de réelles possibilités pour des initiatives efficaces de développement.

Le Maroc à l'heure africaine

● Le Royaume multiplie les initiatives pour s'engager davantage dans la relève du défi africain de transformation structurelle économique. En plus des objectifs communs de développement socioéconomique, l'initiative offre de réelles opportunités pour les opérateurs qui s'inscrivent dans le même registre conformément aux orientations royales relatives à la coopération Sud-Sud.

ABDELILAH BENKIRANE



● ● ●
Le Maroc reste le premier client de la BAD avec un portefeuille actif qui compte 28 opérations représentant un montant d'engagements nets de plus de 2,3 MM euros en 2013.

Le chef du gouvernement marocain, Abdelilah Benkirane, sera ce mercredi, l'invité de marque de la conférence qu'organise le gouvernement en partenariat avec le bureau national de la Banque africaine de développement (BAD). L'évènement enregistrera également la participation de plusieurs personnalités dont la présidente du patronat, Miriem Bensalah Chaqroun, le ministre de l'Économie et des finances, Mohamed Boussaid, ainsi que du wali-gouverneur de la Banque centrale (BAM), Abdellatif Jouahri. En compagnie du CEO de Casa Finance City (CFC), Said Ibrahim, ainsi que du vice-président de la BAD, Aly Abou-Sabaa, les responsables marocains débattront des enjeux liés aux perspectives du Maroc et de la transformation de l'Afrique. Le thème, au centre de l'actualité, renvoie en gros à l'ambition africaine d'émergence économique. Il faut dire que le Maroc, l'un des principaux partenaires de la BAD, joue un rôle actif dans ce proces-

sus qui vise à asseoir les bases d'une transformation structurelle de l'économie africaine. L'ambitieux chantier a été, d'ailleurs, élaboré à partir du Maroc à l'occasion de l'édition 2013 des Assemblées générales annuelles de la BAD qui se sont tenues à Marrakech. C'est à juste titre que le Maroc, qui dispose désormais d'une vision panafricaine claire, entend renforcer ses relations avec les pays frères du continent mais aussi les institutions régionales et internationales qui visent le même objectif. Au delà des initiatives propres à chaque pays, le Maroc entend donc mettre le

turbo afin d'accélérer le renforcement des relations économiques et commerciales avec les pays africains frères.

Nouvelles opportunités

Le Maroc et la BAD se préparent donc activement à peaufiner les derniers réglages avant le démarrage des activités du Fonds Africa50 qui a décidé d'établir son siège social à Casa Finance City (CFC). Le Fonds Africa50, pour rappel, est un nouveau instrument de mobilisation des ressources financières mis en place par la BAD et qui va se décliner sous forme de plateforme d'investissement

destinée au financement de projets d'infrastructures nationaux et régionaux pour la transformation structurelle de toute l'Afrique. Selon les premiers détails dévoilés par les responsables du projet, il va cibler des sources variées d'investissements notamment les États africains, les institutions financières internationales et régionales ainsi que les fonds de pensions, des fonds souverains et du secteur privé. D'une capitalisation initiale de 3 MMUSD, le Fonds Africa 50, pourrait voir cette enveloppe portée ultérieurement à 10 MMUSD. Le Maroc, premier client de la BAD, mise beaucoup sur cette initiative qui coïncide avec sa stratégie de coopération avec les pays africains conformément à la vision royale pour le renforcement des liens d'affaires avec les voisins du continent à travers un nouveau partenariat gagnant-gagnant. En plus des acquis déjà assez solides dans le cadre des relations entre le Maroc et ses partenaires, le Fonds Africa 50 offre de nouvelles opportunités pour les opérateurs économiques marocains dans leur quête d'opportunités en Afrique. La transformation structurelle de l'économie africaine ouvre en effet de nouvelles perspectives pour les investisseurs en raison de l'importance des besoins socioéconomiques à combler. L'objectif final assigné à ce processus vise à optimiser le potentiel du continent pour améliorer la situation socioéconomique des populations et atteindre l'émergence à moyen terme. Il s'agit d'un objectif assez ambitieux mais qui est à la portée des pays africains comme l'attestent les nombreuses analyses et études sur le sujet. Il s'agit à présent de concrètement passer aux actes.

PAR A.Y.B

L'ASMEX prend les devants

Dans le même registre des réflexions actuelles sur les voies et moyens permettant d'assurer une mise en œuvre efficace du processus de transformation structurelle de l'économie africaine, l'ASMEX organise, aujourd'hui même à Casablanca, une conférence sur les relations commerciales avec les pays africains. L'Association marocaine des exportateurs qui a pris les devants pour renforcer la connaissance de ses membres sur l'environnement des affaires en Afrique, entend mettre l'accent sur les opportunités à saisir ainsi que les risques à maîtriser. La rencontre sera, ainsi, l'occasion pour les intervenants présents d'identifier les facteurs clés pour le succès ainsi que les bonnes pratiques de paiement et de recouvrement sur ces zones.

EN PARTENARIAT AVEC



OPÉRATEUR DE LA SEMAINE

LARES surfe sur les opportunités africaines

Fort de son succès sur le marché marocain, l'entreprise marocaine veut profiter de l'évolution prometteuse du secteur en Afrique pour dupliquer son modèle. À l'occasion, LARES s'est dotée d'un véritable plan stratégique destiné à consolider sa présence sur les marchés cibles.



L'avenir s'annonce plein de promesses pour LARES, entreprise marocaine spécialisée en solutions de mesure et de métrologie industrielles. La société qui opère au Maroc et en Afrique en tant que fournisseur d'appareils de mesure, d'équipement d'étalonnage, de logiciels et services associés est en train de surfer sur la vague des perspectives prometteuses qu'offre le continent, à la suite d'une expérience très réussie au Maroc. Son directeur, Mostafa Karmouche, ne fait aucun mystère des ambitions de l'entreprise surtout pour ce qui est des prochaines journées. Il faut dire que LARES a récemment participé à la caravane «Action lumière», une campagne de marketing organisée conjointement par Maroc Export et la Fenelec en septembre dernier au Burkina, au Gabon et au Congo. L'expérience s'est révélée assez enrichissante pour l'entreprise qui s'est justement et récemment dotée d'une stratégie de développement à l'export. Le directeur de LARES ne manque en tout cas pas d'éloges à l'endroit de ces expériences, qui appuient les actions commerciales individuelles des opérateurs tout en leur facilitant l'accès à des opportunités de marché et de rencontres avec

les donneurs d'ordre. «La dimension institutionnelle est importante et dans le cadre de cette caravane, elle était davantage consolidée par la dimension sectorielle spécialisée, qui a permis de canaliser les efforts et les actions vers des objectifs et des projets précis», tient à relever Karmouche. Au cours de la caravane, LARES a ainsi pu initier de nombreux contacts avec des comptes prospects et des partenaires potentiels, ce qui tend à consolider la stratégie africaine de la société. «Nous avons émis des offres de tailles différentes portant sur des gammes de produits et de solutions diverses auprès de plusieurs industriels», tient à ajouter Mostafa Karmouche pour qui la participation à l'opération a offert à son entreprise «une meilleure visibilité qui permettra d'affiner son approche et mieux se positionner sur le marché africain».

Potentiel prometteur

C'est d'ailleurs consciente de l'immense potentiel dont recèle le continent que LARES s'est dotée d'un focus stratégique en matière de commercialisation des solutions de métrologie sur les marchés africains. «Le marché de la métrologie en Afrique est un marché à fort potentiel qui connaît une large restructuration des labora-

toires nationaux, la création de nombreux laboratoires privés et bénéficie de l'appui de financements internationaux», souligne à ce titre le directeur de l'entreprise. Les perspectives sont également reluisantes pour son deuxième domaine d'activité, orienté vers l'instrumentation de mesures et de services associés comme l'installation, la formation ou le support. Pour Karmouche, le secteur africain recèle de larges potentialités de développement étant donné que son tissu industriel est en plein développement en raison de la structuration des instances et des processus en matière de qualité, d'environnement et de sécurité. C'est pour cette raison que l'ambition de LARES est de dupliquer son expérience marocaine à travers les pays d'Afrique Centrale et de l'Ouest, de capter une partie des flux d'exportation émanant des centrales d'achats en Europe. Afin d'accompagner ce développement, LARES a déjà mené de nombreuses missions commerciales en Afrique, ce qui a permis à l'opérateur d'établir une cartographie des secteurs et des comptes ciblée, ainsi qu'un vivier de projets qualifiés. LARES n'évolue donc pas en terrain inconnu et déjà les premiers résultats sont palpables. Selon son directeur, le plan d'action initié en mai 2013 a permis à son entreprise de confirmer des partenariats en Afrique de l'Ouest, de se référencer auprès des grands donneurs d'ordre dans la région en plus de la détection d'une vingtaine de projets actifs et l'acquisition de premières références de renom à l'export. En clair, il s'agit d'une expérience africaine qui démarre sous de bons auspices et qui semble promise à un bel avenir...

PAR A.Y.B

BIO
EXPRESS



Mostafa Karmouche
DG de LARES

C'est en 1996 que Mostafa Karmouche, titulaire d'un doctorat en automatisme et génie électrique de l'Université Henry Poincaré de Nancy, décide de rentrer au Maroc. Fort de son expertise acquise en France dans le domaine de la recherche appliquée au sein de plusieurs laboratoires et centres industriels français, Mostafa Karmouche a vite fait de monter en grade. Après avoir assumé les responsabilités de directeur technico-commercial puis de directeur du développement au sein d'un groupe privé de sociétés industrielles et de services basé à Casablanca, il crée 2006 son entreprise. Ainsi LARES voit le jour, avec un choix à l'époque assez risqué, celui de se spécialiser dans le domaine des solutions de mesure et de métrologie industrielles. Rapidement, l'expérience s'avère payante avec la multiplication de partenariats avec plusieurs constructeurs leaders mondiaux dans le domaine comme avec le géant Fluke. Le chef d'entreprise réussit à positionner son unité en tant que spécialiste de la mesure de haute précision. Les nombreuses références telles que Sonasid, Holcim, Lafarge Ciments, Ciment du Maroc, Samir, LPEE, Renault TM, Lydec, Redal, Amendis, ONEE, JLEC/TAQA MAROC, OCP, etc... illustrent parfaitement la place de l'entreprise dans le secteur marocain. Moins d'une décennie après la création de LARES, Mostafa Karmouche n'a pas hésité à prendre le train de la conquête africaine en misant sur une stratégie dédiée et doublée d'un plan marketing assez étoffé, qui ouvre à LARES de nouvelles perspectives d'expansion.

L'économie ghanéenne reprend des couleurs

Le Ghana a fait appel au FMI pour faire face à la détérioration de ses équilibres macroéconomiques. L'amélioration des finances publiques ouvrent de nouvelles perspectives pour cette économie modèle d'Afrique de l'Ouest.

L'économie ghanéenne peut repartir sur de nouvelles bases ! Le pays s'est, en effet, résolu à solliciter l'aide du FMI pour faire face à la détérioration de ses équilibres macroéconomiques. Ces dernières années, l'économie ghanéenne a donné des signes d'inquiétude notamment pour le creusement de ses déficits budgétaires et du compte courant. Le pays avait pourtant affiché depuis le début des années 2000, des taux de croissance à deux chiffres et a mis en place des réformes assez audacieuses qui lui ont permis de figurer parmi les économies modèles du continent. La détérioration des équilibres macroéconomiques a fait amplifier les risques pour le pays qui dispose d'importantes ressources pétrolières et gazières. Malgré cette mauvaise passe, le pays dispose de fondamentaux solides qui devraient permettre au pays de continuer de bénéficier à moyen terme d'une croissance économique vigoureuse. En plus de la stabilité politique dont jouit le pays, le regain enregistré dans la production pétrolière et gazière, la hausse des investissements dans le secteur privé et le développement des infrastructures publiques, constituent autant d'atouts de compétitivité pour le pays.



Perspectives

D'après les Perspectives économiques africaines (PEA), l'économie ghanéenne continue, donc, de progresser à un rythme honorable avec une croissance annuelle moyenne de près de 6.0% sur les six dernières années. En 2013, la croissance a ralenti pour retomber à 4.4%, bien en dessous des 7.9% atteints en 2012 et pour 2014, la dynamique sera maintenue. Cependant, la croissance a été largement portée par les secteurs orientés vers les services et par l'industrie, qui ont en moyenne progressé à un taux de 9.0% entre 2008 et 2013. Sur le moyen terme, à l'horizon 2015, l'économie devrait enregistrer une solide croissance de près de 8%, favorisée par un regain de production pétrolière et gazière, une hausse des investissements dans le secteur privé, un meilleur développement des infrastructures publiques et une stabilité po-

litique durable. La dégradation chronique du déficit budgétaire pèse lourdement sur la viabilité des finances publiques et de la dette. Les mesures visant à accroître les recettes et à assainir les dépenses en cours en 2014 devraient permettre de ramener le déficit budgétaire à 9.0%. En parallèle des contraintes budgétaires, l'inflation a progressé sous l'effet de certains facteurs au nombre desquels la suppression des subventions sur les prix du pétrole et la hausse progressive des tarifs de l'électricité et de l'eau. Le secteur extérieur va encore accuser une aggravation du déficit de la balance courante avoisinant les 12% du PIB en 2014, impacté par la baisse des prix des principales matières premières, notamment l'or et le cacao. Depuis la découverte de réserves de pétrole, les attentes de la population sont grandes en termes d'amélioration de niveau de vie. Toutefois, la

●●●
Le pays fait face à de nouveaux enjeux avec le lancement de l'exploitation pétrolière et la gestion des flux qu'elle génère.

consommation des ménages pourrait subir en 2014 les effets du ralentissement de la progression des salaires et des dépenses sociales dans un contexte de maîtrise des finances publiques. La proximité géographique du Ghana avec les marchés de la CEDEAO devrait concourir à accroître la consommation, alors que les exigences normatives moins strictes offrent aux groupes industriels ghanéens la possibilité de se développer et d'augmenter leur productivité. Par rapport à ses voisins, le Ghana possède les capacités industrielles suffisantes pour exporter et diriger les chaînes de valeur régionales au sein des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le Ghana devrait donc poursuivre l'ajustement de son économie avec le soutien du FMI et en plus des finances publiques, les réformes devraient viser le secteur bancaire qui reste fragile. ●

FICHE PAYS GHANA

Fiche pays :
Ghana

Taille du marché :
25,9 millions (2013)

PIB nominal :
45,546 milliards US\$

PIB / habitant (en Ppa) :
3,200 US\$

Taux de croissance 2014 :
7,1% (5,2 selon le FMI)

Monnaie :
Cedi (Ghc), 1 euro = 3,95 Ghc

Doing Business 2014 :
67^e/189

Zone économique :
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Risque pays

Malgré les engagements de réduction des dépenses pris par le gouvernement, le déficit budgétaire devrait rester élevé en 2014. La croissance des recettes fiscales devrait être moins favorable qu'initialement prévu, compte tenu de la persistance des difficultés techniques limitant la production de pétrole et d'une croissance qui peine à décoller. En outre, le renchérissement du service de la dette publique, lié à la hausse des taux d'intérêt et à la dépréciation du Cedi (44% de la dette publique est libellée en dollar) contraindra l'amélioration du solde budgétaire. Les incertitudes sur la capacité du gouvernement à juguler la détérioration des finances publiques et du solde courant ont entraîné une forte dépréciation du Cedi. Les autorités ont en outre introduit des mesures de contrôle des changes destinées à limiter la dépréciation du Cedi qui a perdu plus de 20% de sa valeur en 2013 et a abandonné près de 9% début 2014. En l'absence d'amélioration du solde courant, la dépréciation du Cedi devrait se poursuivre.

**ZONE : Afrique du nord
MAROC**

N° ordre 996082
référence sm 484443
Pays Maroc
Ville d'exécution : Casablanca
organisme :ONEE/branche electricite/direction des achats et approvisionnement des marches
Objet REALISATION D'AGENDAS SEMAINIERS, DE CALENDRIERS BANCAIRES, DE CAHIERS D'ENTREPRISES DE CARTES DE VOEUX ET DE SACS EN TISSU POUR L'ANNEE 2015 (LOT UNIQUE) :
POSTE 1 : REALISATION D'AGENDAS SEMAINIERS, DE CALENDRIERS BANCAIRES, DE CAHIERS D'ENTREPRISES DE CARTES DE VOEUX ET DE SACS EN TISSU POUR L'ANNEE 2015 POUR L'ONEE BRANCHE ELECTRICITIC
Date limite 08/10/2014
caution10000
adresse et bureaux de la direction approvisionnement et marches (dam), 65 rue Othman Ben Affan 20000 casablanca BP 13498 Maroc
Montant de retrait
Bailleur de fond
Devise : MAD

TUNISIE

N° ordre 855019158
référence 27/AO/2014
Pays Tunisie
Ville d'exécution Kairouan
organisme MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION
Objet TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'ENTRETIEN DU LYCEE IBNOU JAZZAR GOVERNAT DE KAIROUAN.
Date limite 07/10/2014
caution6000
adresse122 bd 9 Avril 1938, 1030 Tunis
Montant de retrait 50
Bailleur de fond
Devise Dinar tunisien

ALGERIE

N° ordre 960005702
référence 04/PQ/DA/2013
Pays Algérie
Ville d'exécution Alger
organisme SOCIÉTÉ DE RÉALISATION DE CANALISATIONS KANAGHAZ
Objet ACTUALISATION DE LA LISTE DES FOURNISSEURS QUALIFIES POUR ASSURER DURANT LES EXERCICES 2015 ET 2016 LA FOURNITURE DE :
LOT N° 02 : FOURNITURE DE MAILLES DE SIGNALISATION DIFFÉRENTES COULEURS
Date limite 22/10/2014
caution3000
adresseKANAGHAZ - Direction des Approvisionnements Zone Industrielle de Rouïba. Voie B. Alger
Montant de retrait
Bailleur de fond
Devise Dinar algérien

**ZONE : CEDEAO
BORKINA FASO**

N° ordre 900008068
référence 038/ 2014 /ONEA/DG/DP/PDDO

Pays Burkina Faso
Ville d'exécution Ouagadougou
organismeOFFICE NATIONAL DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT (ONEA)
Objet CONDUITE DE REFOULEMENT EAU BRUTE ET EAU TRAITÉE ET RÉSERVOIRS DE BOUDTENZA
Date limite 09/10/2014
caution
adresse :Yamba Harouna OUIBIGA Directeur Général
Office National de l'Eau et de l'AssainissementAvenue de l'ONEA, porte n°0220, secteur 17 (Pissy)
Montant de retrait
Bailleur de fond

GHANA

N° ordre 911125180
référence SMA/LGCSP/UDG-3/WKS/NCT/002/2014
Pays Ghana
Ville d'exécution Sunyani
organismeMINISTRY OF LOCAL GOVERNMENT AND RURAL DEVELOPMENT
Objet CONSTRUCTION OF 1-NO 2-STOREY MUNICIPAL HEALTH MANAGEMENT TEAM OFFICE WITH LANDSCAPPING
Date limite 09/10/2014
caution
adresse : Sunyani Municipal Assembly, The Municipal Coordinating Director, Sunyani Municipal Assembly, P. O. Box 25, Sunyani
Montant de retrait 200
Bailleur de fond International Development Association (IDA)
Devise :Cedi

TOGO

N° ordre 900009350
référence
Pays Togo
Ville d'exécution Lomé
organismeMINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'INDUSTRIE
Objet FOURNITURE DES ÉQUIPEMENTS ET MATÉRIELS AUX CENTRE DE FORMATION AUX MÉTIERS DE L'INDUSTRIE, (CFMI), CENTRES RÉGIONAUX DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MARITIME ET KARA), LYCÉE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL DE SOKODÉ ET SERVICES CONNEXES RÉSULTATS
Date limite 17/10/2014
caution
adresseAnayao Martin 11-13 rue de la buanderie - rd pt du Port LOME, TOGO 09 BP9060
Montant de retrait
Bailleur de fond Agence française de développement (AFD)

**ZONE : SADC
TANZANIE**

N° ordre 930011944
référence AE/006/2014-15/HQ/W/53, 54
Pays Tanzanie
Ville d'exécution Dodoma
organismeTANZANIA ELECTRICAL MECHANICAL & ELECTRO-

NICS SERVICES AGENCY
Objet REHABILITATION OF FERRIES FOR MAGOGONI AND MWANZA RESPECTIVELY
Date limite 10/10/2014
caution150000 ts
adresseThe Secretary TB, Tanzania Electrical Mechanical and Electronics Services Agency , P.O. Box 70704, D
Montant de retrait
Bailleur de fond
Devise Shilling tanzanien (st)

ANGOLA

N° ordre 911124531
référence PO 4W3/DAS/14
Pays Angola
Ville d'exécution Luanda
organismeWATER SECTOR INSTITUTIONAL DEVELOPMENT PROJECT (WSIDP)
Objet DESIGN AND CONSTRUCTION OF NETWORK AND HOME CONNECTIONS IN THE CITY HUAMBO-LOT2
Date limite 16/10/2014
caution180000
adresseMinistry of Energy and Water (MINEA)
National Water Directorate(DNA)
Financial and Contract Management Unit (FCMU)
Bairro Morro Bento, Luanda, Angola
Montant de retrait 500
Bailleur de fond
Devise Dollard american

MAURICE

N° ordre 911125312
référence OAB/30/2014
Pays Maurice
Ville d'exécution Port-louis
organismePOLICE DEPARTMENT
Objet CONSTRUCTION OF NEW POLICE STATION AT CITE LA CURE
Date limite 30/10/2014
caution
adresse The Secretary Police Tender Committee, Line Barracks, Port Louis
Montant de retrait 5000
Bailleur de fond
Devise Roupie de Maurice

**ZONE : COMESA
KENYA**

N° ordre 940009603
référence zps 015
Pays Kenya
Ville d'exécution nairobi
organismePRESBYTERIAN CHURCH OF EAST AFRICA ZIMMERMAN PARISH
Objet PROVISION OF PROMOTIONAL MATERIALS, SIGNS AND BRANDED ITEMS
Date limite 10/10/2014
caution
adresse Tender Committee P.O. Box 1568 - 00200,NAIROBI
Montant de retrait
Bailleur de fond
Devise

EGYPTE

N° ordre 920008267
référence 9
Pays Egypte
Ville d'exécution Alexandrie
organismeCOMPANY EGYPTIAN ELECTRICITY HOLDING COMPANY WEST DELTA ELECTRI-

CITY PRODUCTION SECTOR PROCUREMENT AND STORES
Objet PUBLIC TENDER PROCESS FOR THE SUPPLY OF ANTI-PLOUGH IMPRISONMENT GELNDHAT STEAM TURBINE AND STEAM PLOUFFE STRAWS AND SPARE PARTS
Date limite 11/10/2014
caution 7000
adresse : 7 Riad Gilliam Street in Alexandrie
Montant de retrait 320
Bailleur de fond
Devise Livre égyptienne

RWANDA

N° ordre 911125038
référence 007/G/RRR/2014-15
Pays Rwanda
Ville d'exécution Kigali
organismeRWANDA REVENUE AUTHORITY (RRA)
Objet SUPPLY AND INSTALLATION OF IT MATERIALS TO RRA.
Date limite 10/10/2014
caution5000
adresse Rwanda Revenue Authoritysituated atKimihurura,P.O. Box 3987 Kigali, Avenue du Lac Muhazi, Administration Office, 4th floor
Montant de retrait 5000
Bailleur de fond
Devise : RWF

**ZONE : CEMAC
CAMEROUN**

N° ordre 855020202
référence AONO/CAY6/CIPM/2014
Pays Cameroun
Ville d'exécution Yaoundé
organismeCOMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE YAOUNDÉ VI
Objet CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX SALLES DE CLASSE A L'ÉCOLE PRIMAIRE ANGLOPHONE D'ETOUG EBE DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE YAOUNDÉ VI, DÉPARTEMENT DU MFOUNDI, RÉGION DU CENTRE:
-LES REVÊTEMENTS HORIZONTAUX
Date limite 08/10/2014
caution150 000
adresse Municipale de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé 6
Montant de retrait 50000
Bailleur de fond Priority investment program
Devise cf

TCHAD

N° ordre 900009450
référence Europeaid/135-652/IH/WKS/TD
Pays Tchad
Ville d'exécution N'Djamena
organismeEUROPÉENNE
Objet TRAVAUX DE RÉALISATION ET DE RÉHABILITATION DE 6 ADDUCTIONS D'EAU POTABLE ET DE 20 FORAGES D'EXPLOITATION DANS 6 GRANDS CENTRES URBAINS AU TCHAD : LOT01 : CONSTRUCTION ET MISE EN MARCHÉ DES AEP D'ATI ET DE MANGALMÉ ;
Date limite 03/11/2014
caution49000000
adresse Cellule d'appui &

conseil technique et institutionnel à l'ordonnateur national (ACTION - FED) Quartier résidentiel, administratif et commercial
Rue 1032, porte 0415 N'Djamena
B.P : 1917 République du TCHAD
Montant de retrait
Bailleur de fond europeaid
Devise Franc cfa-bceao

GABON

N° ordre 855020619
référence O21/PMEDE/SNEL/DG/CDP/DPM/GKW/2014/MF
Pays Gabon
Ville d'exécution Kinshasa
organismeSNEL/PMEDE
Objet RÉALISATION DE FORAGES DE RECONNAISSANCE ET L'INSTALLATION DES INSTRUMENTS D'AUSCULTATION SUR L'AMÉNAGEMENT HYDROÉLECTRIQUE DU SITE D'INGA
Date limite 25/11/2014
caution27000
adresseDirection Générale de la SNEL
Avenue de la Justice n°2381
Quartier Socimat, Kinshasa / Gombe
République Démocratique du Congo
Montant de retrait
Bailleur de fond
Devise Dollar american

**ZONE : UEMOA
SENEGAL**

N° ordre 911125351
référence F-SAF-008/2014
Pays Senegal
Ville d'exécution Dakar
organismePHARMACIE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENT «PNA»
Objet ACQUISITION DE VEHICULES.
- LOT 1: UN (01) VÉHICULE 4 X 4 STATION WAGON ;
Date limite 09/10/2014
caution6000000
adressePharmacie Nationale d'Approvisionnement, route du service géographique - HANN-DAKAR
Montant de retrait 25000
Bailleur de fond
Devise Franc cfa-bceao

BENIN

N° ordre 940009361
référence EuropeAid/135830/DH/SER/Multi
Pays Benin
Ville d'exécution Banikoara
organismeEUROPEAN UNION
Objet RESULTS-ORIENTED MONITORING (ROM) SYSTEM OF THE IMPLEMENTATION OF PROJECTS AND PROGRAMMES OF EXTERNAL AID FINANCED BY THE EUROPEAN UNION
Date limite 13/10/2014
caution
adresseEuropean Union
Montant de retrait
Bailleur de fond europeaid

COTE D'IVOIRE

N° ordre 855019874
référence T 589 / 2014
Pays Cote d'ivoire
Ville d'exécution Abidjan

organismeMAIRIE DE BOUAFLE
Objet TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA VOIRIE COMMUNALE
Date limite 14/10/2014
caution100 000
adresse Mairie de Bouaflé Services Techniques
sis au quartier administratif B.P. 645 Bouaflé
Montant de retrait 30000
Bailleur de fond
Devise Franc cfa-beac

**ZONE : CENSAD
GUINEE**

N° ordre 911125298
référence
Pays Guinée
Ville d'exécution Conakry
organismeLA CONFÉDÉRATION NATIONALE DES ORGANISATIONS PAYSANES DE GUINÉE
Objet RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIÈGE DE LA REPRÉSENTATION RÉGIONALE DE LA CNOP-G DE KANKAN (LOT UNIQUE).
Date limite 13/10/2014
caution4000000
adresseSiège de la confédération Nationale organisations Paysannes de Guinée - Représentation Régionale Haute Guinée/Kankan, sis au quartier à coté du lycée Almamy samory TOURE
Montant de retrait 500000
Bailleur de fond
Devise Franc guineen

MAURITANIE

N° ordre 855022054
référence 143/PNDSE/DPEF/2014
Pays Mauritanie
Ville d'exécution Nouakchott
organismeDIRECTION DES PROJETS EDUCATION - FORMATION
Objet CONSTRUCTION EN 3 LOTS DE 3 COLLÈGES DANS LA WILAYA DU HODH EL CHARGHI:
LOT : 1 1 COLLÈGE À BENGOU
LOT : 2 1 COLLÈGE À EL MEBDOUA 1
LOT : 3 1 COLLÈGE À FEIRENNI
Date limite 12/10/2014
caution1000000
adresse Salle de réunion de la commission de passation des marches DIRECTION DES PROJETS EDUCATION /FORMATION
Montant de retrait
Bailleur de fond
Devise :Ouguiya

GHANA

N° ordre 911125167
référence AS/KNUST/WK/0012/2014
Pays Ghana
Ville d'exécution Kumasi
organismeMINISTRY OF EDUCATION
Objet PROPOSED CONSTRUCTION OF CANTEN AND COMPUTER LAB FOR KNUST JHS
Date limite 24/10/2014
caution20000
adresse KNUST Development Office,Kwame Nkrumah University of Science and Technology (KNUST)
Montant de retrait 500
Bailleur de fond Internally Generated Funds



BILLET

Thierry Ekouti,
Dir. pub - Le Quotidien de
l'Économie (Cameroun)

Les patronats d'Afrique centrale et de l'Ouest parés pour l'intégration

L'espoir qui vient du patronat

La rencontre qui vient de regrouper à Douala les organisations patronales de 21 pays d'Afrique centrale et de l'Ouest est la preuve que l'on peut compter sur le secteur privé pour l'accélération du processus d'intégration sur le continent africain. C'est la preuve aussi que les opérateurs économiques africains ont d'ores et déjà pris conscience du fait que l'Afrique ne peut pas véritablement prétendre à l'émergence si les échanges restent aussi marginaux entre les États qui la composent. Un rapport du Conseil économique et social des Nations Unies publié en 2013 indique en effet que «le commerce intra-africain représentait environ 12% du total des échanges du continent en 2010, alors que la majeure partie du commerce (88%) se faisait avec le reste du monde». Et bien que fluctuant d'une année à une autre, le niveau des échanges entre les pays du continent est resté constamment inférieur à 15% entre 2000 et 2010. La rencontre de Douala, qui n'est pas le premier contact solennel entre les créateurs de richesses des deux sous-régions (il y a eu en septembre 2012 à Douala et janvier 2014 à Abidjan), porte en elle beaucoup d'espoirs, d'autant plus qu'elle coïncide avec l'implication des politiques. Car on n'a pas oublié l'appel du roi du Maroc, Mohammed VI, qui, le 26 septembre dernier, depuis la tribune des Nations Unies à New York, a vanté les mérites d'une plus intense coopération sud-sud. ●

● Au terme de deux jours de travaux à Douala, les organisations patronales des deux sous-régions ont convenu de la nécessité de renforcer leurs liens en vue d'un partage d'expérience, et ce afin de contribuer à l'accélération du développement des pays du continent.



«**N**ous décidons d'instituer une alliance stratégique entre la FOPAO et l'UNIPACE». Cette phrase peut être considérée comme la principale résolution de la rencontre qui a regroupé, les 9 et 10 octobre derniers à Douala, les chefs d'entreprises de l'Afrique centrale réunis au sein de l'UNIPACE (Union des patronats d'Afrique centrale) et leurs homologues de l'Afrique de l'Ouest, regroupés au sein de la FOPAO (Fédération des organisations patronales d'Afrique de l'Ouest). Selon la «Dynamique de Douala», le communiqué final qui a sanctionné les travaux, cette alliance revêtira la forme d'une plateforme d'échanges organisée autour de trois pôles stratégiques. Il y aura, premièrement, le partage et la diffusion d'expériences, de connaissances et de programmes; deuxièmement, la réalisation de projets et études et, troisièmement, l'organisation d'une manifestation phare du monde de l'entreprise tous les deux ans.

Comment en est-on arrivé là ? «En janvier 2014, explique Ousseine Diallo, le secrétaire exécutif de la FOPAO, il y avait le forum «Investir en Côte d'Ivoire». Au cours des discussions de coopération, il a été noté qu'il n'y avait pas de communication entre nos différentes régions, du point de vue du business, alors que dans ces régions, les entreprises fonctionnent très bien. On s'est dit : «pourquoi ne pas développer la coopération pour pouvoir profiter des bonnes pratiques des régions? Pourquoi ne pas monter des projets régionaux, profiter des opportunités qui existent et permettre à nos entreprises de grandir ?». Et André Fotso, président du Groupement interpatronal du Cameroun (GICAM) et de l'UNIPACE, d'ajouter : «l'Afrique va être pour les prochaines décennies la principale destination des investisseurs et des investissements du monde entier. Et si nous, les entreprises africaines, ne nous organisons pas, nous risquons de ne pas en tirer profit». Aussi les participants à la réunion de Douala se sont-ils accordés sur le fait

qu'il est devenu «prioritaire d'agir et de réaliser ensemble, de mettre en commun les bonnes pratiques développées par chacun, de mutualiser nos moyens et de multiplier les partenariats afin d'investir dans des projets de dimension régionale, en vue de renforcer la coopération sud-sud à laquelle nous ne devons plus hésiter à recourir».

Au cours des échanges, les chefs d'entreprises ont néanmoins reconnu que l'un des problèmes majeurs à surmonter dans cette nouvelle dynamique est la pesanteur de la monnaie. En effet, bien que l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest aient en partage le FCFA (franc de la communauté financière africaine), cette monnaie n'est pas interchangeable et il n'est pas possible de faire ses courses en Afrique de l'Ouest avec le FCFA de l'Afrique centrale, et vice-versa. Il faut chaque fois passer par une conversion en euro ou en dollar. «Les aspects de circulation et de monnaie sont des questions sur lesquelles on va travailler», rassure cependant Lakoum Ouattara, le directeur général de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), précisant que «nous allons y travailler notamment avec nos autorités qui sont en charge de ces questions-là afin de voir comment, avec cette demande des deux blocs à travailler ensemble, l'on peut faciliter les opérations au niveau de la monnaie et de la circulation des biens et des personnes». Organisée autour du thème de la «Contribution du patronat à l'émergence de l'Afrique», la rencontre était la première du genre, même si les membres des deux grands regroupements ont déjà eu des contacts antérieurs. La prochaine session de cette plateforme d'échanges est prévue pour l'an prochain en Côte d'Ivoire, à Abidjan. ●

PAR JULIEN CHONGWANG
Le Quotidien de l'Économie -
Douala - Cameroun